

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF

ENTRE

**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

ET

**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
DE LA REPUBLIQUE DU KOSOVO**

**RELATIF A LA FORMATION EN MATIERE
DE GESTION DE L'ORDRE PUBLIC
ET DE SURVEILLANCE DES FRONTIERES**

Le Ministre de l'Intérieur de la République française,

et le Ministre de l'Intérieur de la République du Kosovo,

Ci-après désignés respectivement comme « la Partie française » et « la Partie kosovare » et désignés conjointement comme « les Parties » ;

Attachés à la promotion de relations mutuellement bénéfiques entre la République française et la République du Kosovo ;

Ayant à l'esprit la participation de la République française à la mission EULEX sur le territoire de la République du Kosovo et désireux de développer des initiatives complémentaires de son action ;

Soucieux de développer des échanges de formations et d'entraînements entre leurs directions et services dans le domaine de la sécurité intérieure ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 – Objet de la coopération

1. Le présent Arrangement administratif établit une coopération bilatérale entre les services de police et unités de gendarmerie français et la Police du Kosovo, pour la réalisation de formations et d'entraînements dans le domaine de la gestion de l'ordre public et de la surveillance des frontières.

2. Cette coopération vise, en particulier, à apporter l'expertise technique des services et unités français dans l'utilisation d'équipements modernes acquis à ces fins.

Article 2 – Coopération dans le domaine de la gestion de l'ordre public :

La coopération entre les Parties dans le domaine de la gestion de l'ordre public et du maintien de l'ordre porte notamment sur les domaines suivants :

- la philosophie du maintien de l'ordre et le principe d'une réponse graduée et proportionnelle aux troubles à l'ordre public ;
- le conseil à l'autorité administrative et le respect du cadre légal d'autorisation et d'encadrement des manifestations ;
- la planification de la réponse policière à des manifestations et l'anticipation des besoins prévisibles en termes d'ordre public ;
- l'organisation des unités dédiées à la gestion du maintien de l'ordre et le concours opératif et tactique des unités policières non-spécialisées ;
- les principes de manœuvre des unités au maintien de l'ordre et le rôle spécifique des unités d'intervention ;
- le commandement des unités de maintien de l'ordre et le maintien de la cohésion et de la discipline au sein des unités de maintien de l'ordre ;
- la gestion évolutive des interactions avec les manifestants et les membres du public ;
- l'entraînement individuel et collectif à la gestion du maintien de l'ordre ;
- l'emploi des matériels individuels et collectifs adaptés à la gestion de l'ordre public ;
- l'emploi des véhicules au maintien de l'ordre.

Article 3 – Coopération dans le domaine de la surveillance des frontières :



Les Parties développent leur coopération dans le domaine de la gestion des frontières et de la lutte contre l'immigration irrégulière, avec les principales priorités suivantes :

- les flux d'immigration irrégulière et les régions et pays d'origine des migrants irréguliers ;
- les structures et activités des organisations criminelles dans le domaine de l'immigration irrégulière ;
- les modes opératoires utilisés en vue de permettre ou faciliter le séjour ou le transit illicite de migrants ;
- les modalités de détournement de titres de voyage, de séjour ou de travail légitimes, les techniques de fraude documentaire et les méthodes de confection ou d'obtention de faux documents ;
- les technologies et équipements développés par les Parties en matière de répression de l'immigration irrégulière, de sécurisation des documents de voyage ou de séjour et de lutte contre la fraude documentaire ;
- les évolutions du cadre légal de chaque Partie en matière de gestion des frontières et de lutte contre l'immigration irrégulière.

Article 4 – Formes principales de la coopération technique :

Les Parties conviennent de mettre en œuvre différentes modalités de coopération ayant pour finalité la formation de leurs personnels. Dans ce cadre, on entend par :

- stage : l'accueil par une Partie d'agents de l'autre Partie, soit dans un cursus pédagogique diplômant ou qualifiant qu'elle organise pour ses propres personnels en vue de leur formation initiale ou continue, soit dans un cursus pédagogique organisé au seul profit de ces agents ;
- entraînement : l'accueil par une Partie d'agents de l'autre Partie dans l'une de ses unités opérationnelles, en vue de participer à un exercice ou d'observer l'activité de cette unité ;
- visite d'étude : l'accueil par une Partie d'agents de l'autre Partie en vue de la réalisation d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ;
- échange d'informations : la diffusion entre Parties de documents ou de données visant à enrichir leurs pratiques professionnelles.

Article 5 – Programmation des actions de coopération

1. Les Parties conviennent de réaliser les actions de coopération visées au titre du présent Arrangement dans le cadre d'une programmation globale. Elles arrêtent à cette fin un calendrier de réalisation des stages, entraînements et visites d'étude correspondants. Cette programmation et ce calendrier peuvent être révisés par entente entre les unités et services qui les réalisent et en bénéficient.

2. Afin de permettre la réalisation de cette programmation, les forces compétentes des Parties :

- s'informent avec un préavis de deux mois des dates des stages et entraînements auxquels elles peuvent accueillir les agents de l'autre Partie et des dates auxquelles elles peuvent accueillir les agents de l'autre Partie en visite d'étude ;
- s'informent au plus tôt de tout changement des dates des stages et entraînements ;
- se communiquent, au moins trente jours avant le début de l'activité concernée, l'identité des agents qu'elles envoient dans les stages et entraînements réalisés sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie ou en visite d'étude auprès de celle-ci, ainsi que tous autres éléments utiles concernant ces agents.

PL

JLM

3. Pour la mise en œuvre du paragraphe précédent, les Parties conviennent des points de contacts et de coordination suivants :

- pour la Partie française, le service de sécurité intérieure près l'ambassade de France à Skopje (Macédoine) ;
- pour la Partie kosovare, la Police du Kosovo

Article 6 – Financement des actions de coopération

1. Les actions mises en œuvre au titre du présent Arrangement sont réalisées dans la limite des disponibilités budgétaires de chaque Partie et n'excèdent pas le cadre de coopération déjà existant.

2. Les forces compétentes des Parties conviennent, lors de l'élaboration de la programmation visée à l'article 5 du présent Arrangement, des modalités de financement applicables aux actions qu'elles mettent en œuvre dans ce cadre.

Article 7 – Confidentialité des informations et documents

1. Les Parties s'assurent du respect de la confidentialité des données et documents reçus, dans le cadre notamment des échanges d'informations entre unités et services, si ceux-ci ont fait l'objet d'une protection particulière de la part de la Partie émettrice ou si cette dernière considère que leur diffusion n'est pas opportune.

2. Les informations et documents, reçus par l'une des Parties dans le cadre de la mise en œuvre du présent Arrangement et considérés par la Partie émettrice comme confidentiels ou devant faire l'objet d'une protection particulière, ne peuvent être communiqués à un tiers qu'après autorisation expresse par écrit de la force compétente les ayant transmis.

Article 8 – Statut et emploi des agents d'une Partie sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie

1. Les agents d'une Partie, présents sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie à raison de la mise en œuvre des formes de coopération prévues au titre du présent Arrangement, relèvent de l'autorité de leur Etat d'origine.

2. Les autorités compétentes de la Partie d'envoi conservent à ce titre la plénitude et l'exclusivité des prérogatives disciplinaires à l'égard de leurs agents et peuvent prendre toutes sanctions à leur encontre en cas d'acte, de négligence ou de manquement à leurs obligations. L'application de sanctions disciplinaires ne préjuge ni n'empêche l'exercice d'une compétence juridictionnelle à leur égard. La Partie d'accueil peut porter à la connaissance de la Partie d'envoi tout fait commis par les agents de cette dernière et qu'elle estime répréhensible ; elle est tenue informée par cette dernière des suites réservées à ce signalement.

3. Les agents de la Partie d'envoi respectent, durant leur séjour sur le territoire de la Partie d'accueil, l'ordre juridique interne de celle-ci et s'abstiennent sur le territoire de son Etat de toute activité incompatible avec les finalités du présent Arrangement ; les autorités de la Partie d'envoi prennent toutes dispositions utiles à cette fin.

4. Dans la mise en œuvre des formes de coopération visées au titre du présent Arrangement, les agents de la Partie d'envoi respectent également les règlements internes en vigueur au sein des centres de formation, écoles et unités de la Partie d'accueil et les procédures particulières que celle-ci définit pour la réalisation des stages et entraînements auxquels ils participent.

PL

JLM

5. Les agents de la Partie d'envoi présents sur le territoire de la Partie d'accueil ne peuvent en aucun cas être associés à la conception, la planification, la préparation, la conduite ou l'exécution d'opérations de guerre ou d'actions de rétablissement ou de maintien de l'ordre. Ils ne peuvent également se voir imposer la participation à des activités ou manifestations étrangères à leur service ou ne relevant pas du champ de la coopération établie par le présent Arrangement.

Article 9 – Utilisation des véhicules, matériels et équipements acquis auprès de la Partie française ou par son intermédiaire :

1. Les véhicules, matériels et équipements acquis auprès de la Partie française ou par son intermédiaire sont utilisés par la Partie kosovare et par les services et unités relevant de son autorité dans le respect de ses engagements internationaux et de la Charte des Nations unies du 26 juin 1945, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 et de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe du 04 novembre 1950.

2. Ces véhicules, matériels et équipements sont utilisés par la Partie kosovare pour les seules finalités de gestion démocratique de l'ordre public et de surveillance des frontières visées aux articles 2 et 3 et pour lesquelles leur exportation a été autorisée. Ils sont en outre utilisés ou mis en œuvre exclusivement par la Partie kosovare et les services et unités relevant de son autorité, qui sont précisément mentionnés sur les certificats d'utilisateur final de ces matériels, et pour les seules utilisations finales mentionnées dans ces certificats.

Article 10 – Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Arrangement est réglé par voie de consultation ou de négociation entre les Parties.

Article 11 – Entrée en vigueur, durée, amendement et dénonciation

1. Le présent Arrangement prend effet à la date de sa signature par la seconde des Parties.
2. Il est conclu pour une durée de trois (03) ans et est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de trois (03) ans.
3. Les Parties peuvent à tout moment amender d'un commun accord, par écrit, le présent Arrangement. Ces amendements entrent en vigueur conformément aux prescriptions du premier paragraphe du présent article.
4. Chaque Partie peut dénoncer le présent Arrangement à tout moment, par le biais d'une notification écrite par la voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prend effet quatre-vingt-dix (90) jours après la date de réception de la notification par l'autre Partie.
5. La dénonciation du présent Arrangement ne dégage pas les Parties de l'exécution des obligations contractées pendant la durée de son application.

PL

JLH

Fait à _____, le 22/10/1 2012, en trois exemplaires originaux en langues française, albanaise et Serbe, les trois textes faisant également foi.

Pour le Ministre de l'Intérieur
de la République française



Régine LOPEZ
Chargée d'Affaires a.i.
Ambassade de France
au Kosovo

Pour le Ministre de l'Intérieur
de la République du Kosovo





RREGULLIM ADMINISTRATIV

HYRJA

**MINISTRIA E PUNËVE TË BRENDSHME E
REPUBLIKËS SË FRANCËS**

DHE

**MINISTRIA E PUNËVE TË BRENDSHME
E REPUBLIKËS SË KOSOVËS**

**LIDHUR ME TRAJNIMIN NË FUSHËN E MENAXHIMIT
TË RENDIT PUBLIK DHE TË MBIKQYRJES TË
KUFIJVE**

Ministria e Punëve të Brendshme e Republikës së Francës,

dhe Ministria e Punëve të Brendshme e Republikës së Kosovës,

Respektivisht siç ceket më poshtë, « pala franceze » dhe « pala kosovare » emërohen bashkërisht « palët »;

Të angazhuara për promovimin e marrëdhënieve reciprokisht të dobishme ndërmjet Republikës së Francës dhe Republikës së Kosovës;

Duke patur parasysh pjesëmarrjen e Republikës së Francës në Misionin e EULEX-it në territorin e Republikës së Kosovës dhe duke patur dëshirën për të zhvilluar iniciativa shtesë të veprimit të saj ;

Të brengosur apo në kërkim të shkëmbimëve të kurseve dhe trajnimeve ndërmjet departamenteve dhe shërbimeve në fushën e sigurisë së brendshme ;

Bien dakord për dispozitat si më poshtë:

Neni 1 – Qëllimi i bashkëpunimit

1. Rregullimi administrativ përcakton bashkëpunimin bilateral ndërmjet shërbimëve të Policisë dhe të njësitëve të Gjandarmerisë Franceze dhe të Policisë së Kosovës, për realizimin e kurseve dhe trajnimeve në fushën e menaxhimit të rendit publik dhe të monitorimit të kufijve.

2. Ky bashkëpunim synon, në veçanti, sjelljen e ekspertizës teknike të shërbimeve dhe të njësitëve Franceze në përdorimin e pajisjeve moderne për qëllim të diturisë.

Neni 2 – Bashkëpunimi në fushën e menaxhimit të rendit publik :

Bashkëpunimi i palëve në fushën e menaxhimit të rendit publik dhe të mbajtjes së rendit përfshinë fushat e mëposhtme :

- Filozofinë e mbajtjes së rendit dhe principet e përgjigjes së shkallëzuar dhe proporcionale ndaj trazirave të rendit publik;
- Këshillimin e autoritetit administrativ dhe respektimin e kuadrit legal të autorizimit dhe përkufizimit të manifestuesve;
- Planifikimin e përgjigjes së policisë ndaj manifestimeve dhe parashikimi i nevojave të parapara në termin e rendit publik;
- Organizimi i njësiteve të dedikuara për menaxhimin e mbajtjes së rendit dhe konkursi operativ dhe taktik i njësiteve të policisë jo të specializuara;
- Principet e manovrës së njësiteve të mbajtjes së rendit dhe roli specifik i njësiteve intervenuese ;
- Udhëheqja e njësiteve të mbajtjes së rendit dhe mbajtja e kohezionit dhe disiplinës në gjirin e njësiteve të mbajtjes së rendit;
- Menaxhimi në ngritje të ndërveprimeve me manifestuesit dhe me anëtarët e publikut ;
- Trajnimi individual dhe kolektiv i adaptuar në menaxhimin e rendit publik ;

PL

Jan²

- Përdorimi i pajisjeve individuale dhe kolektive i adaptuar në manaxhimin e rendit publik ;
- Përdorimi i automjeteve në mbajtjen e rendit.

Neni 3 – Bashkëpunimi në fushën e monitorimit të kufijve

Palët zhvillojnë bashkëpunimin e tyre në fushën e manaxhimit të kufijve dhe të luftimit kundër imigrimit të parregullt, me prioritetet kryesore, siç vijojnë :

- Fluksi i imigrimit të parregullt dhe regjionet, vendet e origjinës së migrantëve të parregullt ;
- Strukturat dhe aktivitetet e organizatave kriminale në fushën e imigracionit të parregullt ;
- Procedurat e përdorura të cilat lejojnë apo lehtësojnë qëndrimin apo tranzitin e paligjshëm të migruesëve ;
- Modalitetet e përvetësimeve të dokumenteve të udhëtimit, të qëndrimit apo të punës legjitime, teknikat e falsifikimeve të dokumentacioneve dhe metodat e prodhimit apo të marrjes së dokumentit të falsifikuar ;
- Teknologjitë dhe pajisjet e zhvilluara nga palët në fushën e luftimit të imigrimit të parregullt, sigurimit të dokumentëve të udhëtimit apo të qëndrimit dhe të luftimit kundër dokumenteve të falsifikuara ;
- Përparimet e kuadrit legal të çdo pale në fushën e manaxhimit të kufijve dhe të luftimit kundër imigrimit të parregullt

Neni 4 – Format kryesore të bashkëpunimit teknik

Palët bien dakord për të zbatuar modalitete të ndryshme të bashkëpunimit, qëllimi i të cilit është trajnimi i personelit të tyre. Me këtë, kuptojmë:

- Kurse : Pritja e policëve të njerës palë nga tjetra qoftë në një program pedagogjik që diplomon apo kualifikon personelin e saj me trajnimet initiale apo në vazhdueshmëri, qoftë në një program pedagogjik të organizuar vetëm për profetin e këtyre policëve;
- Trajnime : Pritja e policëve të njerës palë nga tjetra në një nga njësitet të tyre operative, me qëllim të pjesëmarrjes në një trajnim apo të vëzhgimit të aktivitetëve të kësaj njësie ;
- Vizitë studimi : Pritja e policëve të njerës palë nga tjetra, me qëllim të realizimit të shkëmbimeve të përvojave dhe të praktikave të mira;
- Shkëmbime të informacioneve : përhapjen e dokumenteve ndërmjet palëve apo të të dhënave që kanë për qëllim të pasurojnë praktikat profesionale.

Neni 5 – Programimi i veprimeve të bashkëpunimit

1. Palët bien dakord që të realizojnë veprimet e bashkëpunimit të cilët i referohen këtij rregullimi administrativ në kuadër të një bashkëpunimi të përgjithshëm. Përfundon me realizimin kalendarik të kurseve, trajnimeve dhe vizitave të studimeve respektive. Ky programim dhe kalendar mund të rishiqohet me pëlqimin e njësiteve dhe shërbimeve të cilat e realizojnë dhe përfitojnë nga ky programim.

2. Për të mundësuar realizimin e këtij programi, forcat kompetente të palëve :

Re

3
Sam

- Informohen me një paralajmërim dy muaj para fillimit të kursit dhe të trajnimeve për të cilën mund të presin policët e palës tjetër dhe për datat gjatë të cilave mund të presin policët e palës tjetër në një vizitë studimi;
- Informohen sa më herët për çdo ndryshim të datave të kurseve dhe të trajnimeve ;
- Shkëmbejnë, më së paku tridhjetë ditë para fillimit të kursit në fjalë, identitetet e policëve që dërgohen në kurse dhe trajnime, të cilat realizohen në shtetin e palës tjetër, apo në vizitë studimi të kësaj pale, poashtu të gjitha elementet e nevojshme në lidhje me këta policë.

3. Për realizimin e paragrafit të mëparshëm, palët bien dakord mbi pikat e kontaktit dhe të koordinimeve siç vijon:

- Për palën Franceze, Shërbimi i Sigurimit të Brendshëm pranë Ambasadës së Francës në Shkup, (Maqedoni)
- Për palën Kosovare, Policia e Kosovës

Neni 6 – Financimi i veprimeve të bashkpunimit

1. Veprimet për realizimin e kësaj rregullore realizohen me limitin e buxhetit të secilës palë, duke mos kaluar shumën e bashkpunimit egzistues.

2. Forcat kompetente të palëve bien dakord në përgaditjen e programeve të nenit 5 të kësaj rregulloreje, modaliteteve të financimit të zbatueshme për veprimet që ata zbatojnë në këtë kuadër.

Neni 7 – Konfidencialiteti i informacionit dhe dokumentacionit

1 Palët sigurojnë respektimin e konfidencialitetit të të dhënave dhe dokumenteve të pranuar, në shkëmbimin e informacioneve ndërmjet njësiteve dhe shërbimeve, në qoftë se kjo kërkohet nga ana e palës dërguese apo nëse konsideron se transmetimi i tyre nuk është i përshtatshëm.

2. Informatat dhe dokumentet e pranuar nga pala tjetër në kuadër të realizimit të kësaj rregulloreje konsiderohen nga pala transmetuese si konfidenciale ose kërkojnë sigurim të veçantë, mund t'iu komunikohen palës së tretë vetëm me leje paraprake me shkrim nga forca kompetente transmetuese.

Neni 8 – Statusi dhe detyrat e policëve të palës në teritorin e shtetit të tjetrës palë

1. Policët e një pale, prezentë në teritorin e palës tjetër, me qëllim të realizimit të bashkëpunimit të paraparë të kësaj rregulloreje, janë nën autoritetin e vendeve të tyre të origjinës.

2. Autoritetet kompetente të palës dërguese mbajnë plotfuqishmërinë dhe ekskluzivitetin e prerogativave disiplinore ndaj policëve të tyre, dhe mund të ndërmarrin të gjitha sanksionet në raste të neglijencës apo të mosrespektimit të obligimeve të tyre. Aplikimi i sanksioneve disiplinore nuk paragjykon apo pengon ushtrimin e kompetencës juridike kundër tyre. Pala mikpritëse mund të njoftoj palën dërguese për çdo veprim të bërë nga policët që i vlerëson të pakëndshëm, nga ky sinjalim, pala informohet për sanksionet e ndërmarrura ndaj policit.

RL

3. Policët e palës dërguese gjatë qendrimit të tyre në teritorin e palës pritëse respektojnë, rendin e brendshëm juridik dhe përmbahen në teritorin e saj nga çdo aktivitet në jo-përputhshmëri me qëllimet e kësaj rregulloreje. autoriteti i palës dërguese merr të gjitha masat e nevojshme për këtë qëllim.

4. Në zbatimin e formave të bashkëpunimit të referuara në rregullore, policët e palës dërguese, poashtu respektojnë rregulloren e brendshme të qendrave të trajnimeve, shkollave dhe njësiteve të palës pritëse, si dhe procedurat e veçanta të cilat i definojnë për realizimin e kurseve dhe trajnimeve.

5. Policët e palës dërguese prezentë në teritorin e palës pritëse asnjëherë nuk mund të jenë të përfshirë në projektimin, në planifikim, në pergaditjen, në udhëheqje apo në egzekutimin e operacioneve luftarake, të veprimeve të rivendosjes apo të mbajtjes së rendit publik. Poashtu nuk mund të imponojnë pjesëmarrjen në aktivitete apo manifestime të huaja në shërbimet e tyre që nuk janë të përcaktuara në rregullorën e bashkëpunimit.

Neni 9 – Shfrytëzimi i automjeteve, materialeve dhe pajisjeve të marrura nga Pala Franceze apo nga ndërmjetësuesi i saj:

1. Automjetet, materialet dhe pajisjet e marrura nga pala Franceze apo nga ndërmjetësuesi i saj shfrytëzohen nga Pala Kosovare dhe nga shërbimet dhe njësitet relevante të autoritetit të saj, në respektim të angazhimeve ndërkombëtare të kartës së kombëve të bashkuara të datës 26 qershor 1945, të paktit ndërkombëtar mbi të drejtat civile dhe politike të datës 16 dhjetor 1966 dhe të konventës për Mbrojtjen e të Drejtave të Njeriut dhe të lirive fundamentale të Këshillit të Europës të datës 4 nëntor 1950.

2. Këto automjete, materiale dhe pajisje shfrytëzohen nga Pala Kosovare vetëm për qëllime të manaxhimit demokratik të rendit publik dhe të mbikqyrjes të kufijve të referuara në nenin 2 dhe 3 eksporti i të cilëve autorizohet. Këto mjete përdoren apo futen në lëvizje ekskluzivisht nga Pala Kosovare dhe nga shërbimet, njësitet relevante të autoritetit të saj, të cilët përmendet në mënyrë precize në çertifikatën e përdoruesit final, (end-user) të këtyre materialëve, dhe për të vetmet përdorime finale të specifikuar në çertifikatat.

Neni 10 – Zgjidhja e mosmarrëveshjeve

Çdo mosmarrëveshje lidhur me interpretimin apo aplikimin e kësaj rregulloreje, zgjidhet në konsultim apo negociata në mes të palëve.

Neni 11 – Hyrja në fuqi, kohëzgjatja, amandamenti dhe ndërprerja

1. Rregullorja në fjalë hynë në fuqi në datën e nënshkrimit të saj nga të dyja palët.

2. Lidhet për një periudhë tre vjeçare, (03) dhe rinovohet automatikisht për një periudhë të re tre vjeçare, (03).

3. Rregullorja në çdo kohë mund të përmirësohet nga palët me një marrëveshje të përbashkët, me shkrim. Këto ndryshime hyjnë në fuqi në përputhje ashtu sikurse tek paragrafi i parë i këtij neni.

RL

5
Sly

4. Secila palë, në çdo kohë mund të prishë këtë rregullore, nëpërmjet një njoftimi me shkrim dërguar palës tjetër përmes kanaleve diplomatike. Prishja hynë në fuqi nëntëdhjetë (90) ditë pas pranimit të njoftimit nga pala tjetër.

5. Prishja e kësaj rregulloreje nuk i liron palët nga egzekutimi i obligimeve të kontraktuara gjatë kohës së aplikimit të saj.

Bërë në _____ më 22.10 2012, në tre ekzemplare origjinale, në gjuhën Frengje, Shqipe dhe Serbe, tre tekstet janë njëllorj autentike ;

Për Ministrinë e Punëve të Brendshme të
Republikës së Francës

Régine LOPEZ
Chargée d'Affaires a.i.
Ambassade de France
au Kosovo

Për Ministrinë e Punëve të Brendshme të
Republikës së Kosovës



22/10/2012

ADMINISTRATIVNO UREĐENJE

UVOD

**MINISTARSTVO UNUTRAŠNJIH POSLOVA
REPUBLIKE FRANCUSKE**

I

**MINISTARSTVO UNUTRAŠNJIH POSLOVA
REPUBLIKE KOSOVO**

**U VEZI SA OBUČAVANJEM IZ OBLASTI UPRAVLJANJA
JAVNOG REDA I NADZORA GRANICA**

Ministarstvo Unutrašnjih Poslova Republike Francuske,

i Ministarstvo Unutrašnjih Poslova Republike Kosovo,

Odnosno, kao što je u nastavku pomenuto, « Francuska strana i Kosovska strana » zajednički se imenjuju « stranke »;

Posvećeni za promovisanje i uzajamno korisnih odnosa između Republike Francuske i Republike Kosovo;

S obzirom na učešće Republike Francuske u misiji EULEKS na teritoriji Republike Kosovo i imajući želju da razviju dodatne inicijative svog delovanja;

Zabrinuti ili u potrazi za razmenu kurseva i obuka između odeljenja i službi u oblasti unutrašnje bezbednosti;

Složili se sa sledećim odredbama:

Član 1 – Svrha Saradnje

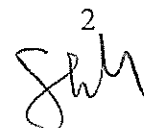
1. Administrativno uređenje uspostavlja jednu bilateralnu saradnju između Policijske službe, jedinice Francuske Žandarmerije, i Kosovske Policije za realizovanje kurseva iz oblasti upravljanja javnog reda kao i monitorisanje granica.
2. Ova saradnja ima za cilj, naročito, u donošenju tehničke ekspertize francuskih službi i jedinice za upotrebu moderne opreme za svrhu znanja.

Član 2 – Saradnja u oblasti menadžiranja javnog reda:

Saradnja stranaka u oblasti upravljanja javnog reda i održavanja javnog reda obuhvata sledeće oblasti:

- Filozofija održavanje reda i princip jednog unapređenog i proporcionalnog odgovora u vreme poremećaja javnog reda;
- Savetovanje administrativnog autoriteta i poštovanje pravnog okvira ovlašćenja i definisanje demonstracije;
- Planiranje odgovora policije na demonstracije i potrebne mere sigurnosti predviđene pogledu javnog reda;
- Organizovanje jedinica namenjenih za održavanje reda i operativni i taktički konkurs nespecijalizovanih policijskih jedinica;
- Principi manevarskih jedinica da održe red i specifičnu ulogu interventnih jedinica;
- Rukovođenje sa jedinicama za održavanje reda i održavanje kohezije i discipline u okviru jedinice za održavanje reda;
- Usavršavanje upravljanja protivdelovanja sa demonstrantima i sa članovima javnosti;
- Pojedinačna i kolektivna obuka prilagođena za održavanje javnog reda;
- Upotreba individualne i kolektivne opreme prilagođene za upravljanje javnog reda;
- Korišćenje vozila za održavanje reda.





Član 3 – Saradnja u domenu monitorisanja granica

Stranke razvijaju njihovu saradnju u oblasti upravljanja granicom i borbu protiv ilegalne imigracije, sa glavnim prioritetima, kao što sledi:

- Protok ilegalne imigracije i regiona, zemlje porekla ilegalnih migranata;
- Strukture i aktivnosti kriminalnih organizacija u oblasti ilegalne imigracije;
- Operativne metode upotrebljene u cilju da omogućavaju ili olakšavaju boravak ili tranzit ilegalnih migranata;
- Modaliteti prisvajanja putnih isprava, legitimne boravišne ili rada, tehnika i metoda proizvodnje dokumentacije ili dobijanja falsifikovane isprave;
- Tehnologije i oprema razvijene od strane stranaka u oblasti borbe protiv ilegalne imigracije, osiguravanje putne ili boravne dokumentacije i borba protiv falsifikovanih dokumenata;
- Napredovanje pravnog okvira svake stranke u oblasti upravljanja granicom i borba protiv ilegalne imigracije.

Član 4 – Glavni oblici tehničke saradnje

Strane su saglasne da sprovedu različite modalitete saradnje, čiji je cilj obuka njihovih kadrova. Sa ovim, se podrazumeva:

- Kursevi: Doček policijskih zvaničnika jedne stranke od strane druge u jednom pedagoškom programu koji diplomira ili kvalifikuje svoje osoblje sa početne obuke ili u kontinuitetu, bilo da je pedagoški program organizovan samo za profitabilnost tih oficira;
- Obuke: Doček policijskih zvaničnika jedne stranke od strane druge stranke u jednom od svojih poslovnih jedinica, radi učešća u obuci ili praćenje aktivnosti jedinice;
- Studijska poseta: Doček policijskih zvaničnika jedne stranke od strane druge stranke, u cilju realizacije razmene iskustava i najboljih praksi;
- Razmena informacija : širenje dokumenata između stranaka ili podataka koji imaju za cilj da obogaćuju profesionalne prakse.

Član 5 – Programiranje delovanja saradnje

1. Strane su saglasne da sprovedu aktivnosti saradnje koje se odnose na ovom administrativnom uređenju u kontekstu opšte saradnje. Završava sa implementacijom kalendara kurseva, obuke i studijskih poseta. Programiranje i kalendar može se pregledati uz saglasnost jedinica i usluga koje ostvaruju ih iskoriste.

2. Da bi se realizovao ovaj program , nadležne snage stranaka:

- Obaveštavaju se sa jednim upozorenjem dva meseca pre početka kursa i obuke za koju mogu dočekati oficire druge stranke i za datume tokom kojih možete da očekujete oficire druge stranke u studijsku posetu ;
- Što je moguće ranije se obaveštavaju za sve promene u datumima kurseva i obuka;

RL

- Informisati, najmanje trideset dana pre početka kursa u pitanju, identiteti policijskih službenika koji se šalju u kurseve i obuke, koji se realizuju u državi druge strane ili u studijsku posetu te stranke, kao i svim potrebnim elementima u vezi sa ovim policajcima.

3. Za realizaciju prethodne stavke, strane su se saglasile o tačkama kontakta i koordiniranjem kao u nastavku:

Za Francusku stranu, Unutrašnja Sluzba Bezbednosti pri Francuskoj Ambasadi u Skoplje (Makedonija),

Za Kosovsku stranu, Kosovska Policija

Član 6 – Financiranje delovanja saradnje

1. Sprovođenje ove uredbe se realizuju sa ograničenjem budžeta svake stranke, koji ne prelazi iznos od postojeće saradnje.
2. Nadležne snage stranke se slažu u pripremi programa iz člana 5. ove uredbe, modaliteti finansiranja sprovodljive za delovanja koje oni primenjuju u tom okviru.

Član 7 – Poverljivost informacije i dokumentacije

1. Strane će obezbediti poštovanje poverljivosti podataka i dokumenata dobijenih u razmeni informacija između jedinica i usluga, ako se to zahteva od imenovanja stranke ili ako smatra da njihov prenos nije pogodan.
2. Informacije i dokumenti dobijeni od druge strane, u kontekstu primene ovog pravilnika se smatraju od stranke koja ih prenosi kao poverljive ili zahtevaju posebnu sigurnost, može se saopštiti i trećim licima samo uz pismenu dozvolu strane nadležne snage prenosa.

Član 8 – Status i dužnost oficira jedne Strane na teritoriju države druge strane

1. Policajci jedne strane, prisutni na teritoriju druge strane, sa ciljem realizovanja predviđene saradnje iz ove uredbe, su pod autoritetom njihovih državnog porekla.
2. Nadležni autoriteti strane pošiljaoca sadrže pravosnažnost i ekskluzivnost disciplinskih prerogativa prema njihovim policajcima, i mogu preduzeti sve sankcije u slučajevima neodgovornosti ili nepoštovanja njihovih obaveza. Srovođenje disciplinskih sankcija ne prejudicira ili smeta izvršavanje pravne odgovornosti protiv njih. Strana domaćin može da obavesti stranu pošiljaoca za svako delovanje od strane policije za koju ona proceni kao neprilagodljiva, iz ove signalizacije, strana se informiše o preduzetim sankcijama prema policajcu.
3. Policajci sa strane pošiljaoca tokom njihovog boravka na teritoriju strane domaćina poštuju, unutrašnji pravni poredak i pridržavaju se toga prilikom svake aktivnsoti u ne-uskladjenost sa ciljevima ove uredbe. Autoritet strane pošiljaoca preduzime sve potrebne mere za ovu svrhu.

RL

4. U sprovođenju oblika saradnje koje se pozivaju na uredbe, policajci sa strane pošiljaoca, također poštuju unutrašnju uredbu centara za obuku, škola i jedinice strane domaćina, kao i posebne procedure koje ih definiše za realizovanje kurseva i obuka.

5. Policajci strane pošiljaoca koji su prisutni na teritoriju strane domaćina nikada ne mogu biti uključeni u projektiranje, pripremanju, rukovođenju ili u sprovođenju ratnih operacija, delovanja ili uspostavljanja ili održavanja javnog reda. Takođe ne mogu da imponuju učestvovanje u aktivnostima ili stranim manifestacijama u njihovim službama koje nisu utvrđene sa uredbom o saradnji.

Član 9 – Korišćenje vozila, materijala i opreme dobijene od Francuske strane ili njenog posrednika:

1. Vozila, materijali i oprema koja je dobijena od Francuske strane ili njenih posrednika se koriste od strane Kosovske strane i službi i relevantnih jedinica njegovog autoriteta, uz postavljanje međunarodnih angažovanja karte Ujedinjenih Nacija datuma 26 Jun 1945, međunarodnog pakta o civilnim pravima i politike datuma 16 Decembar 1966 i konvencije za Zaštitu Ljudskih Prava i Fundamentalnih Sloboda Saveta Evrope datuma 4 Novembar 1950.

2. Ova vozila, materijali i oprema se koriste od Kosovske strane samo za ciljeve demokratskog upravljanja javnog reda i nadzora granice referisanih iz člana 2 i 3 čiji izvoz se ovlašćuje. Ova sredstva se koriste ili se sprovode u saobraćaj ekskluzivno od Kosovske strane i službi, relevantnih jedinica njegovog autoriteta, koji se pominju na precizan način u potvrdu finalnog korisnika (end-user) ovih materijala, i samo za jedinstvene finalne upotrebe specificirane u ovim potvrdama.

Član 10 – Rešavanje nesporazuma

Svaki nesporazum vezan sa interpretiranjem ili sprovođenjem ove uredbe, se rešava uz konsultaciju ili pregovorima između stranke.

Član 11 – Stupanje na snagu, vreme trajanja, amandament i prekid

1. Uredba stupa na snagu dana njegovog potpisivanja sa obe stranke.

2. Povezuje se za jedan trogodišnji (03) vremenski period i obnavlja se automatski za novi trogodišnji (03) period.

3. Uredba u svako vreme može se dopuniti od strane stranaka uz jedan pismeni zajednicki sporazum. Ove izmene stupaju na snagu u skladu onako kao kod svake jedan ovog člana.

4. Svaka strana, u svako vreme može da poništi ovu uredbu, preko jednog pismenog službenog obaveštenja preko diplomatskih kanala. Poništenje stupa na snagu devetdeset (90) dana nakon prijema obaveštenja od druge strane.

5. Poništavanje ove uredbe ne oslobađa strane od sprovođenja ugovorenih obaveza tokom vremena njenog sprovođenja.

RL

Urađeno u _____ dana 22. 10. 2012, u tri primerka originalna, na Francuskom, Albanskom i Srpskom jeziku, tekstovi su autentični;

Za Ministarstvo Unutrašnjih Poslova
Republike Francuske

Régine LOPEZ
Chargée d'Affaires a.l.
Ambassade de France
au Kosovo

Za Ministarstvo Unutrašnjih Poslova
Republike Kosovo